

Texte pseudonymisé

**Avertissement:** Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

**No. Rôle: TAL-2024-08158**  
**No. 2024TALREFO/00455**  
**du 30 octobre 2024**

Audience publique extraordinaire des référés du mercredi, 30 octobre 2024, tenue par Nous Frédéric MERSCH, Vice-Président au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant comme juge des référés, en remplacement du Président du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, assisté du greffier assumé Lainy PEDROSO HASANOVIC.

**DANS LA CAUSE**

**ENTRE**

- 1) PERSONNE1.), demeurant à ADRESSE1.),
- 2) PERSONNE2.), héritière de PERSONNE3.), demeurant à ADRESSE2.),
- 3) PERSONNE4.), demeurant à ADRESSE3.),
- 4) la société SOCIETE1.), établie et ayant son siège social à ADRESSE4.), inscrite au Registre de commerce de Stockholm sous le numéro NUMERO1.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,
- 5) la société SOCIETE2.), établie et ayant son siège social à ADRESSE1.), inscrite au Registre de commerce de Stockholm sous le numéro NUMERO2.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,
- 6) PERSONNE5.), demeurant à ADRESSE5.),
- 7) PERSONNE6.), demeurant à ADRESSE6.),
- 8) PERSONNE7.), demeurant à ADRESSE7.),
- 9) PERSONNE8.), demeurant à ADRESSE8.),

10) la société SOCIETE3.), établie et ayant son siège social à ADRESSE9.), inscrite au Registre de commerce de Stockholm sous le numéro NUMERO3.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

élisant domicile en l'étude de Maître Marianne GOEBEL, avocat, demeurant à ADRESSE10.),

**parties demanderesses comparant par Maître Emmanuel GLOCK, avocat, en remplacement de Maître Marianne GOEBEL, avocat, les deux demeurant à Luxembourg,**

**E T**

la société SOCIETE4.), établie et ayant son siège social à ADRESSE11.), inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO4.), représentée par son administrateur provisoire,

**partie défenderesse comparant par Maître Elise DEPREZ, avocat, en remplacement de Maître Claude SCHMARTZ, avocat, les deux demeurant à Bofferdange.**

---

**F A I T S :**

A l'appel de la cause à l'audience publique ordinaire des référés du lundi après-midi, 14 octobre 2024, Maître Emmanuel GLOCK donna lecture de l'assignation ci-avant transcrite et exposa ses moyens.

Maître Elise DEPREZ fut entendue en ses explications et moyens.

Sur ce le juge prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique présidentielle extraordinaire de ce jour l'

## **O R D O N N A N C E**

### **qui suit:**

Vu l'assignation du 9 octobre 2024.

Conformément aux conclusions de la société SOCIETE4.), il y a lieu de retenir que la mission confiée à l'administrateur provisoire suivant ordonnance présidentielle du 8 février 2001 n'englobe pas la faculté d'assigner l'actionnaire majoritaire de la prédite société pour solliciter sa condamnation à des dommages-intérêts du chef d'abus de majorité.

Toutefois, et de l'accord des parties il y a lieu d'autoriser Maître Claude SCHMARTZ, en sa qualité d'administrateur provisoire de la société SOCIETE4.) à tenter une action en justice aux fins telles que précisées au dispositif de la présente ordonnance.

## **P A R C E S M O T I F S**

Nous Frédéric MERSCH, Vice-Président au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant comme juge des référés, en remplacement du Président du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, statuant contradictoirement ;

Nous déclarons compétent pour connaître de la demande ;

Autorisons Maître Claude SCHMARTZ, en sa qualité en sa qualité d'administrateur provisoire de la société SOCIETE4.), à introduire une action en justice devant qui de droit pour obtenir réparation du préjudice de SOCIETE4.) né de l'abus de majorité retenu suivant jugement civil n° 167/2008 (n° 54167 du rôle) rendu par le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg en date du 29 mai 2008 ;

Disons que les frais et honoraires promérités par Maître Claude SCHMARTZ, ès qualités, seront à avancer par la société SOCIETE4.) ;

Mettons les frais de l'instance à charge de la société SOCIETE4.) ;

Ordonnons l'exécution provisoire de la présente ordonnance nonobstant toute voie de recours.